

Unité départementale de l'Aisne
Unité Départementale de l'Aisne
25 rue Albert Thomas
02500 Saint-quentin

Saint-quentin, le 10/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TEREOS FRANCE

Rue de Senlis
77230 Moussy-Le-Vieux

Références : ORI24RINSP_525
Code AIOT : 0005100521

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2024 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté 11 rue Pasteur 02390 Origny-Sainte-Benoite. L'inspection a été annoncée le 27/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection rentre dans le plan pluriannuel de contrôle des établissements classés Seveso Seuil Bas, avec une visite tous les 3 ans sur les risques technologiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS FRANCE
- 11 rue Pasteur 02390 Origny-Sainte-Benoite
- Code AIOT : 0005100521

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TEREOS FRANCE exploite sur les communes d'Origny-Sainte-Benoite, Thenelles et Neuville une sucrerie et des unités de fabrication d'alcool à base de betterave et de blé. Le site d'Origny-Sainte-Benoite est soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant du régime de l'autorisation au titre des ICPE avec un statut de SEVESO Seuil Bas.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° IC/2020/195 en date du 23 novembre 2020.

L'établissement est soumis à la directive IED.

Le site compte 320 salariés avec un fonctionnement en 3*8 continue.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 6.1.1	Sans objet
2	Mise en sécurité des installations	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 6.2.4	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 6.3.2	Sans objet
4	Systèmes de détection et extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 6.3.4	Sans objet
5	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 6.4.4	Sans objet
6	Travaux d'entretien et de maintenance	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 6.4.5	Sans objet
7	« permis d'intervention » ou « permis de feu »	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 6.4.5.1	Sans objet
8	DÉTECTEURS DE VAPEURS D'ALCOOL ET DÉTECTEURS DE FLAMMES-seuils	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 7.9.2	Sans objet
9	RESSOURCES EN EAU ET EN EMULSEURS	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 7.10.4	Sans objet
10	Plan d'opération	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 6.9.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	interne		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, l'ensemble des points de contrôle ont été satisfaisant. L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Caractérisation des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense les parties de l'établissement qui, en raison des procédés mis en œuvre, des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'incendies, d'explosions, d'atmosphères nocives, toxiques ou explosives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soit pouvant survenir en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ; • Soit pouvant survenir occasionnellement en fonctionnement normal ; • Soit n'étant pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'étant que de courte durée, s'il advient qu'ils se présentent néanmoins. <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie, explosion, atmosphères nocives, toxiques ou explosives).</p> <p>Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés et reportées sur un plan général des ateliers et des stockages systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours.</p> <p>L'accès à ces zones dangereuses est réglementé tant pour les piétons que pour les véhicules. Seuls les véhicules munis d'un « permis d'accès véhicule en zone dangereuse », délivré par l'exploitant selon une procédure prédéfinie peuvent y accéder.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant évalue ses zones à risques via son étude de danger.</p> <p>La dernière étude de danger date de 2009, l'étude est en cours de révision par l'exploitant comme demandé par l'article 1.7.2 de l'Arrêté Préfectoral du 23/11/2020.</p> <p>La version révisée de l'EDD sera déposée fin 2024, début 2025.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les principales évolutions.</p>

<p>Ces zones à risques sont bien reprises également dans le POI.</p> <p>Les zones à risques sont bien identifiées et matérialisées sur place par la pose de panneaux et de consignes. Lors de la visite, l'inspection a pu vérifier la zone "Silos verticaux de stockage de sucre " avec le risque d'explosion et la zone "Atelier de distillation, rectification et déshydratation (Thenelles)" avec un risque de feux de nappes sur cuvettes de rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Mise en sécurité des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 6.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux dans lesquels sont présents des personnels devant jouer un rôle dans la prévention des accidents en cas de dysfonctionnement de l'installation (notamment les salles de gestion de crise) sont implantés et protégés vis-à-vis des risques toxiques, incendie et explosion.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant dispose dans la salle de contrôle des documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un état précis des moyens de lutte contre l'incendie (matériels de lutte, réserves d'émulseur avec dates de péremption ou d'analyse à effectuer...) ; • un plan détaillé du site à jour faisant apparaître l'ensemble des installations ; • un état des stocks ; • un exemplaire à jour du Plan d'Opération Interne (POI).
<p>Constats :</p> <p>La salle de gestion de crise (POI) se situe du côté de la distillerie Thenelles, à distance des zones à risques.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a bien constaté la présence dans la salle POI des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des plans détaillés du site et des installations • un exemplaire du POI avec les fiches réflexes et les moyens de lutte contre l'incendie nécessaire • le matériel nécessaire à la gestion de crise (tableau, gilet, moyens de communication, ...) • l'état de stocks est disponible sur ordinateur : <ul style="list-style-type: none"> ◦ fichier Etat des matières stockées "Hazardous report" quantités des rubriques ICPE mises à jour quotidiennement et envoyer au poste de garde. ◦ Fichier "Epalement", quantités quotidiennes des cuves d'alcool
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 6.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Sauf cas particuliers visés par les textes pris en application du code du travail (dont l'arrêté du 26/12/2011), la périodicité des vérifications est fixée à un an.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues en bon état conformément aux règles en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

[...]

Constats :

La société TEREOS effectue la vérification de son installation électrique tous les ans par la société SOCOTEC.

SOCOTEC établit un rapport par secteur d'activité.

L'ensemble des rapports sont saisis dans le logiciel de suivi EALICO ainsi qu'un suivi des actions exel "Suivi remarques Socotec_2023_travaux2024".

Lors de l'inspection le rapport "secteur distillerie, évaporation, traitement des eaux et produits chimiques" N°254121/24/2277 du 10/07/24 a été analysé. 1 remarque est identifiée dans ce rapport concernant un bloc d'évacuation.

Concernant le "Suivi remarques SOCOTEC_2023_travaux2024" sur 182 remarques par rapport au contrôle 2023, 42 actions sont encore à traiter.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Systèmes de détection et extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 6.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents

Prescription contrôlée :

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection adapté au risque. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

[...]

Constats :

L'exploitant dispose d'un Système de Sécurité Incendie (SSI). L'ensemble des détecteurs sont localisés en salle de contrôle par atelier et au global en salle POI et au poste de garde.

Les contrôles réglementaires sont réalisés tous les ans par la société Siemens. Le suivi est réalisé via le fichier "tableau réglementaire incendie".

Dans le rapport du 04/07/2024, 22 détecteurs sont hors service. L'exploitant est en attente des pièces pour effectuer les réparations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 6.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques

Prescription contrôlée :

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.
[...]

Constats :

La formation des employés et intérimaires comprend un accueil sécurité "tronc commun" d'1h30 le 1er jour, avant leur entrée sur site. Un questionnaire est établi à la fin pour une validation des connaissances. Si 2 échecs au test sont constatés, la personne ne peut pas entrer sur le site. Puis les employés ont des formations spécifiques par activité => ATEX, Bruit, risque chimique.

Concernant les sociétés extérieures, elles doivent réaliser un accueil sécurité général qui est situé au poste de garde (QRcode) ou envoyé en amont de l'intervention. il y a validation de l'accueil sécurité via un questionnaire de validation de 26 questions, un minimum de 21 points est requis. La formation est valable 1 an.

Cet accueil sécurité est retranscrit dans une fichier "accueil EE" disponible au poste de garde.

Pour les camions, un protocole de chargement / déchargements est établi.

Concernant les camions de betteraves (service betteravier), une réunion d'information avant campagne est effectuée avec une communication via sms.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Travaux d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 6.4.5

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques

Prescription contrôlée :

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.
<p>Constats :</p> <p>Toutes les interventions internes et externes font l'objet d'un permis de travail et d'un permis spécifique au besoin.</p> <p>Les permis sont validés par l'exploitant de l'atelier.</p> <p>Il existe différents permis spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • feu • fouille • espace confiné • toiture • plancher • échelle • consignation
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : « permis d'intervention » ou « permis de feu »

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 6.4.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée.</p> <p>Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un permis feu est bien établi pour tous travaux par point chaud avec une matrice de plan de surveillance associée.</p> <p>Pour un permis feu en zone ATEX, une procédure spécifique est réalisée avec une validation du permis par le directeur d'usine avec l'établissement d'un plan de mesurage et d'une ronde de surveillance à l'aide de caméra thermique.</p> <p>Lors de la visite, l'inspecteur a pu vérifier le permis feu lors de travaux en cours au niveau de la</p>

"porte fermentation Thenelles".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : DÉTECTEURS DE VAPEURS D'ALCOOL ET DÉTECTEURS DE FLAMMES- seuils

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 7.9.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les détecteurs de vapeurs d'alcool sont réglés sur deux seuils d'alarme.</p> <p>Le franchissement du premier seuil, déclenche au moins une alarme en salle de contrôle et une identification du (ou des) capteur(s) concerné(s) sur le pupitre de repérage, de manière à informer le personnel de tout incident.</p> <p>Le franchissement du deuxième seuil, entraîne, en outre, au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le déclenchement d'une alarme en salle de contrôle ; • le déclenchement d'une alarme à proximité et d'une lampe à éclat ; • après analyse rapide de la situation, le déclenchement manuel éventuel d'une sirène d'évacuation et la mise en sécurité de l'installation et les actions appropriées telles que fermeture de vanne, arrêts de pompes selon une consigne écrite, mise en service des installations d'extinction incendie ou de refroidissement, ... <p>Quel que soit le seuil franchi, la recherche de la cause de l'alarme par le personnel s'effectue dans le cadre des consignes établies par l'exploitant.</p> <p>À l'exception du cas où la sécurité des personnes ou de l'environnement serait compromise, la remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une alarme gaz ne peut être décidée, après examen détaillé des installations, que par le directeur de l'établissement ou une personne déléguée à cet effet.</p> <p>Tout incident ayant entraîné le dépassement du deuxième seuil d'alarme gaz donnera lieu à un compte rendu écrit, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les zones où sont susceptibles de survenir un feu sont équipées de détecteurs de flamme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les détecteurs de vapeurs sont reportés en salle de contrôle et en salle POI.</p> <p>Pour le 2ème seuil il y a bien une alarme spécifique (différente des autres alarmes) et d'un gyrophare.</p> <p>Il n'y a pas eu d'incident ayant entraîné le dépassement du deuxième seuil.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : RESSOURCES EN EAU ET EN EMULSEURS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 7.10.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une réserve d'eau constituée au minimum de 4500 m³ avec ré-alimentation ; • un réseau fixe, éventuellement constitué de plusieurs réseaux interconnectables, d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par la réserve précitée ou par pompage dans la rivière Oise et comprenant au moins ; • deux pomperies incendie comportant au minimum ; <p><u>Pomperie Ouest :</u> 2 motopompes thermiques de débit unitaire 640 m³/h avec une pression en sortie de 12 bars minimum associés à trois réserves d'émulseurs de 2x10 m³ et 1x6 m³ ;</p> <p><u>Pomperie Sud :</u> 2 motopompes thermiques de débit unitaire 600 m³/h - 10 bars associées à une réserve de 8 m³ et une de 3 m³.</p> <ul style="list-style-type: none"> • des prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. • des canons fixes orientables au niveau des unités de production, de chargement et de chargement-déchargement. • de déversoirs et de moyens déluge au niveau des stockages. <p>Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.</p> <ul style="list-style-type: none"> • des quantités d'émulseur de 50 m³ minimum (émulseur utilisé en mélange à 3 % dans l'eau) ; dans tous les cas les émulseurs stockés sur site seront des agents filmogènes de classe I, conformément aux normes en vigueur, et le site ne disposera que d'une seule catégorie d'émulseur ;[...] <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La société TEREOS possède bien l'ensemble de ces équipements, ils sont détaillés dans le POI. Lors de la visite l'inspection a été contrôlé la pomperie Ouest avec la réserve d'eau de 4 500m3.</p> <p>Les pomperies sont testées toutes les semaines par une société extérieure pendant 30 min. L'inspection a constaté que le rapport de contrôle N°8872 pour la semaine 37 du 11/09/2024 était conforme.</p> <p>Il y a la présence de 63 m3 d'émulseur sur le site : AF Polyvalent.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 6.9.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p>

Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

[...]

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I. Ces exercices incluent les installations classées voisines susceptibles d'être impactées par un accident majeur.

Leur fréquence est a minima annuelle. L'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours sont informés à l'avance de la date retenue pour chaque exercice.

Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le POI est bien disponible dans un classeur en salle de POI située du côté de la distillerie Thennelle.

Les derniers exercices POI :

- 29/06/2024 : exercice feu de camion au chargement sud
- 24/06/24 : exercice feu bac de rétention R2 à la distillerie DVO

L'inspection a pris connaissance du compte-rendu et du plan d'action associé au dernier exercice. Lors des exercices la société TEREOS a bien convié le SDIS mais pas l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société TEREOS informera l'inspection lors des prochains exercices POI.

Type de suites proposées : Sans suite